

Politique laitière

aussi une diminution du pouvoir d'achat. Ce cultivateur-là n'a pas besoin de lire des grands livres de théorie économique pour savoir que son pouvoir d'achat diminue constamment tous les jours. Il y a aussi une diminution du pouvoir d'achat pour le total des retenues à la fabrique: transport 38c. sur 438,829 livres de lait, total: \$1,667 de diminution de pouvoir d'achat. Publicité concernant le plan conjoint: 5c. sur 438,829 livres, \$219.41. Les frais d'exportation, il les fixe au moins à 35c. de différence sur 438,829 livres. Encore \$1,535 de pertes. Total: \$3,421 de pertes de pouvoir d'achat, selon les prévisions du premier avril 1976 au premier avril 1977.

Espérant que les renseignements fournis vous aideront à mener à bien la tâche que nous vous avons confiée, je demeure, votre tout dévoué, Émilien Lacasse, accablé, Honfleur, Comté de Bellechasse.

Si le ministre veut lui écrire, il peut le faire.

M. André Fortin (Lotbinière): Il appelle au secours ce gars-là.

M. Rondeau: Monsieur le président, lorsqu'on nous dit: Qui a dit que le gouvernement n'avait pas respecté son engagement? C'est assez simple, on n'a pas besoin de discuter longtemps. La preuve, c'est que les cultivateurs sont rendus ici. Si on avait respecté l'engagement qu'on a donné aux cultivateurs l'an dernier, les cultivateurs n'auraient pas eu besoin de venir encore une fois cette année dans des chemins de neige et de glace pour essayer de renouveler la mémoire au ministre, qui dit qu'il a manqué à sa promesse ou qu'il n'a pas honoré les engagements qu'il avait pris l'an passé. La plus belle preuve que le gouvernement n'a pas respecté ses engagements, c'est que les cultivateurs sont ici. Ils font des processions perpétuelles et annuelles, et je suis fatigué de cela, monsieur le président. Voilà la classe sociale qui actuellement travaille encore le plus, qui a toujours travaillé le plus, et qui est obligée de quémander le plus pour avoir sa petite part. Pourtant, on ne semble pas attacher de l'importance à cela, parce qu'on nous dit que les cultivateurs ne représentent plus grand-chose dans la société, car ils ne sont pas nombreux, leur nombre diminue.

C'est drôle, monsieur le président. Récemment, je faisais une remarque aux cultivateurs: Plus on vote «rouge», plus on est dans le «rouge»; plus on vote «rouge», plus on est dans les dettes, plus on vote «rouge», plus on est en déficit. Les agriculteurs, qu'est-ce qu'ils veulent?

M. Fortin: Plus on est «rouge», plus on est pauvre!

M. Rondeau: Plus on est «rouge», plus on est pauvre. Qu'est-ce que les agriculteurs veulent, en somme? Ils demandent actuellement que pour stabiliser toute l'industrie laitière pour l'année 1976-1977, tout ce que cela représente en investissements pour le gouvernement fédéral pour l'année qui vient, c'est une somme de 40 à 50 millions de dollars. Sur 40 ou 50 millions, monsieur le président, on n'a pas besoin de crier tellement au grand scandale, ou de parler tellement longtemps. L'honorable député de Compton (M. Tessier) n'a pas compris cela...

L'Orateur suppléant (M. Clermont): A l'ordre. Le temps alloué à l'honorable député de Shefford (M. Rondeau) est maintenant écoulé, il ne peut continuer qu'avec le consentement unanime de la Chambre.

Des voix: Non.

L'Orateur suppléant (M. Clermont): A l'ordre. L'honorable député a commencé à 17 h 24, et je lui ai accordé plus d'une minute supplémentaire.

M. Rondeau: Je vous remercie de m'avoir accordé...

[M. Rondeau.]

L'Orateur suppléant (M. Clermont): A l'ordre. J'ai demandé le consentement unanime de la Chambre. La Chambre ne l'a pas accordé. La parole est à l'honorable député de Yorkton-Melville (M. Nystrom).

[Traduction]

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, je voudrais dire tout d'abord que je ne parlerai pas longuement, car mon collègue de Battle River (M. Malone) voudrait dire quelques mots. Je tenterai de diviser entre nous le temps qui reste. Je voudrais féliciter le député de Lotbinière (M. Fortin) d'avoir présenté cette motion. Je la trouve très importante. Je ne peux m'empêcher de noter que nous avons tous remarqué à la tribune aujourd'hui de nombreux producteurs laitiers qui sont restés ici tard cet après-midi pour suivre ce débat. Je crois que c'est un fait sans précédent. Cela montre l'importance de ce débat à la Chambre.

Des voix: Bravo!

M. Nystrom: Cela montre également qu'ils s'intéressent vivement à cette question.

[Français]

Malheureusement, monsieur l'Orateur, je viens de la Saskatchewan et je ne parle que depuis peu le français...

[Traduction]

Je demande aux Québécois qui se trouvent dans la tribune de m'excuser de parler en anglais. Je tiens à dire bien clairement au nom de mon parti que nous appuyons vigoureusement le principe de la vente dirigée. Nous croyons qu'il faut aux agriculteurs une mise en marché systématique pour qu'ils puissent planifier leur production et avoir un revenu garanti. Ils en ont besoin pour planifier leur vie et la vie de leurs familles.

Notre parti croit dans la gestion de l'offre. Nous savons également que la gestion de l'offre que nous implantons pour certains produits, cause forcément des problèmes à tout le monde, non seulement au gouvernement fédéral, mais aux producteurs et aux diverses provinces. Lorsqu'on songe à un système de gestion de l'offre permettant aux agriculteurs d'augmenter leur revenu, il faut penser aussi au coût du produit et songer aux gens à faible revenu.

Plus tôt aujourd'hui, mon collègue de Timiskaming a mentionné la possibilité d'un programme de distribution de lait dans les écoles et d'une subvention qui serait accordée aux consommateurs au niveau du détail. Je crois que le pays devrait se pencher sur cette question. Quand je vois dans les écoles des distributeurs de Coca-Cola et de boissons gazeuses alors que les élèves consomment très peu de lait cela me rend malade. Je pense que le gouvernement devrait faire un sérieux effort à cet égard. Je sais qu'il ne peut le faire à lui tout seul. Je crois l'avoir souligné clairement à bien des reprises à la Chambre.

Nous avons cette année une surproduction de lait, une surproduction bien réelle de poudre de lait écrémé. La Commission canadienne du lait en vend une partie à bas prix, 14c., en Europe. Je ne veux pas dire que seuls les producteurs laitiers du Canada devraient subventionner cela. La Commission canadienne du lait paie le lait 54c. la livre. Elle en vendra une certaine quantité à 14c. la livre. Je crois qu'il y a un problème de surapprovisionnement, mais les agriculteurs n'en sont pas responsables et si le produit doit être vendu à un prix inférieur, les agriculteurs ne